



---

## Ordonnance du SEFRI sur la formation professionnelle initiale

**Boulangère-pâtissière-confiseuse/Boulangier-pâtissier-confiseur  
avec attestation fédérale de formation professionnelle (AFP)**

Modification du ...

---

**21107**

**Boulangère-pâtissière-confiseuse AFP/  
Boulangier-pâtissier-confiseur AFP  
Bäckerin-Konditorin-Confiseurin EBA/  
Bäcker-Konditor-Confiseur EBA  
Panettiera-pasticciera-confettiera CFP/  
Panettiere-pasticciere-confettiere CFP**

---

*Le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI),  
arrête:*

**I**

L'ordonnance du SEFRI du 27 octobre 2010<sup>1</sup> sur la formation professionnelle initiale de boulangère-pâtissière-confiseuse/boulangier-pâtissier-confiseur avec attestation fédérale de formation professionnelle (AFP) est modifiée comme suit:

### *Préambule*

*Le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI),  
en accord avec le Secrétariat d'Etat à l'économie,*

vu l'art. 19 de la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFPr)<sup>2</sup>,

vu l'art. 12 de l'ordonnance correspondante du 19 novembre 2003 (OFPr)<sup>3</sup>,

<sup>1</sup> RS 412.101.221.51

<sup>2</sup> RS 412.10

<sup>3</sup> RS 412.101

vu l'art. 4, al. 4, de l'ordonnance du 28 septembre 2007 sur la protection des jeunes travailleurs (OLT 5)<sup>4</sup>,

*Art. 1, phrase introductive (ne concerne que le texte allemand) et let. b*

Les boulangers-pâtissiers-confiseurs de niveau AFP maîtrisent notamment les activités suivantes et se distinguent par les comportements ci-après:

- b. ils exécutent les travaux de manière rentable et énergétiquement efficace à l'aide des techniques, des appareils, des machines et des installations disponibles;

*Art. 7, al. 1, 3 à 5*

<sup>1</sup> Dès le début de la formation, les prestataires de la formation remettent et expliquent aux personnes en formation les directives et les recommandations en matière de sécurité au travail, de protection de la santé et de protection de l'environnement, en particulier celles relatives à la communication des dangers (symboles de danger, pictogrammes, signes d'interdiction) dans ces trois domaines.

<sup>3</sup> Les personnes en formation acquièrent, sur tous les lieux de formation, des connaissances en matière de développement durable, notamment en ce qui concerne l'équilibre entre les intérêts sociétaux, écologiques et économiques.

<sup>4</sup> En dérogation à l'art. 4, al. 1, OLT 5, il est permis d'occuper les personnes en formation, en fonction de leur niveau de connaissance, aux travaux énumérés suivants:

- a. les travaux qui dépassent objectivement les capacités physiques des jeunes;
- b. les travaux qui exposent les jeunes à des influences physiques dangereuses pour la santé, notamment:
  - 1. les travaux en cas de chaleur ou de froid extrêmes,
  - 2. les travaux exposant à un bruit considérable;
- c. les travaux exposant les jeunes à des agents chimiques dangereux pour la santé signalés par une phrase R conformément à l'ordonnance du 18 mai 2005 sur les produits chimiques<sup>5</sup> ou par une phrase H selon le règlement (CE) n° 1272/2008<sup>6</sup>, dans sa version citée dans l'ordonnance du 5 juin 2015 sur les produits chimiques<sup>7</sup>:

<sup>4</sup> RS 822.115

<sup>5</sup> RO 2005 2721, 2007 821, 2009 401 805, 2010 5223, 2011 5227, 2012 6103, 2013 201 3041, 2014 2073 3857

<sup>6</sup> Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006.

<sup>7</sup> RS 813.11

1. substances pouvant entraîner une sensibilisation par inhalation (désignées par «S» dans la liste «Valeurs limites d'exposition aux postes de travail»; R42),
2. substances pouvant entraîner une sensibilisation par contact avec la peau (désignées par «S» dans la liste «Valeurs limites d'exposition aux postes de travail»; R43);
- d. les travaux qui s'effectuent avec des machines, des équipements et des outils présentant des risques d'accidents dont on peut supposer que les jeunes, du fait de leur conscience insuffisante des risques ou de leur manque d'expérience ou de formation, ne peuvent ni les identifier ni les prévenir;
- e. les travaux comportant des risques importants d'incendie, d'explosion, d'accident ou de maladie;
- f. les travaux qui s'effectuent à des hauteurs dangereuses.

<sup>5</sup> Cette dérogation, qui s'applique à une occupation selon l'al. 4, présuppose que les personnes en formation soient formées, encadrées et surveillées en fonction des risques élevés; ces dispositions particulières sont définies dans le plan de formation en tant que mesures d'accompagnement en matière de sécurité au travail et de protection de la santé.

*Art. 10, al. 2 à 4*

<sup>2</sup> Le plan de formation:

- a. détaille les contenus de la formation initiale et les dispositions en matière de sécurité au travail, de protection de la santé et de protection de l'environnement, et définit quelles compétences opérationnelles sont transmises et acquises dans chaque lieu de formation;
- b. contient le tableau des périodes d'enseignement à l'école professionnelle;
- c. désigne l'organe responsable des cours interentreprises et définit l'organisation des cours ainsi que leur répartition sur la durée de la formation professionnelle initiale;
- d. établit un rapport direct entre les compétences opérationnelles et la procédure de qualification et décrit les modalités de cette dernière;
- e. détaille les mesures d'accompagnement en matière de sécurité au travail et de protection de la santé dans une annexe.

<sup>3</sup> Le plan de formation est assorti de la liste des instruments servant à promouvoir la qualité de la formation professionnelle initiale avec indication des sources.

<sup>4</sup> *Abrogé*

*Art. 13, al. 1 à 4*

<sup>1</sup> Les entreprises qui disposent d'un formateur occupé à 100 % ou de deux formateurs occupés chacun au moins à 60 % peuvent former une personne.

<sup>2</sup> Une autre personne peut être formée pour chaque professionnel supplémentaire occupé à 100 % ou pour chaque groupe supplémentaire de deux professionnels occupés chacun au moins à 60 %.

<sup>3</sup> Sont réputés professionnels les titulaires d'un certificat fédéral de capacité, d'une attestation fédérale de formation professionnelle ou d'une qualification équivalente dans le domaine de la personne en formation.

<sup>4</sup> Dans les entreprises qui ne sont autorisées à former qu'une seule personne, une seconde personne peut commencer sa formation si la première entame sa dernière année de formation professionnelle initiale.

*Titre suivant l'art. 13*

## **Section 7**

### **Dossier de formation, rapport de formation et dossier des prestations**

#### *Art. 14*      Dossier de formation

<sup>1</sup> Pendant la formation à la pratique professionnelle, la personne en formation tient un dossier de formation dans lequel elle inscrit au fur et à mesure les travaux importants concernant les compétences opérationnelles à acquérir.

<sup>2</sup> Au moins une fois par semestre, le formateur contrôle et signe le dossier de formation. Il en discute avec la personne en formation au moins une fois par semestre.

#### *Art. 14a*      Rapport de formation

<sup>1</sup> A la fin de chaque semestre, le formateur établit un rapport attestant le niveau atteint par la personne en formation. A cette fin, il se fonde sur les prestations de la personne en formation pendant la formation en entreprise et sur les remarques relatives aux prestations fournies à l'école professionnelle et dans les cours interentreprises. Il discute du rapport de formation avec la personne en formation.

<sup>2</sup> Le formateur et la personne en formation conviennent si nécessaire de mesures permettant d'atteindre les objectifs de la formation et fixent des délais en conséquence. Ils consignent les décisions et les mesures prises par écrit.

<sup>3</sup> A l'issue du délai fixé, le formateur vérifie l'efficacité des mesures prises et fait mention de ses conclusions dans le prochain rapport de formation.

<sup>4</sup> Si les objectifs ne sont pas atteints malgré les mesures prises ou si les chances de réussite de la personne en formation sont compromises, le formateur le signale par écrit aux parties contractantes et à l'autorité cantonale.

#### *Art. 16, let. c, ch. 2 et 3*

Est admise aux procédures de qualification la personne qui a suivi la formation professionnelle initiale:

- c. dans un autre cadre que celui d'une filière de formation réglementée et qui:

2. a effectué 2 ans au minimum de cette expérience professionnelle dans le domaine d'activité des boulangers-pâtissiers-confiseurs AFP, et
3. démontre qu'elle satisfait aux exigences des procédures de qualification.

*Art. 19, al. 1, phrase introductive (ne concerne que le texte italien) et al. 3*

<sup>3</sup> La note d'expérience correspond à la moyenne, arrondie à une note entière ou à une demi-note, des 4 notes de l'enseignement des connaissances professionnelles figurant dans les bulletins semestriels.

*Art. 22, al. 2*

<sup>2</sup> L'AFP autorise ses titulaires à porter le titre légalement protégé de «boulangère-pâtissière-confiseuse AFP»/«boulangier-pâtissier-confiseur AFP».

*Titre précédant l'art.. 23*

## **Section 10 Commission suisse pour le développement de la profession et la qualité de la formation des professions de production de la boulangerie-pâtisserie-confiserie**

*Art. 23, al. 1 et 4*

<sup>1</sup> La Commission suisse pour le développement de la profession et la qualité de la formation des professions de production de la boulangerie-pâtisserie-confiserie (commission) comprend:

- a. six à huit représentants de l'Association suisse des patrons boulangers-confiseurs (BCS);
- b. un représentant de l'Ecole professionnelle Richemont;
- c. un représentant du corps des enseignants des connaissances professionnelles;
- d. un représentant de l'Association suisse du personnel de la boulangerie, pâtisserie et confiserie (aspbpc);
- e. au moins un représentant de la Confédération et au moins un représentant des cantons.

<sup>4</sup> Elle est chargée des tâches suivantes:

- a. examiner l'ordonnance et le plan de formation au moins tous les 5 ans en fonction des développements économiques, technologiques, écologiques et didactiques; intégrer, le cas échéant, de nouveaux aspects organisationnels de la formation professionnelle initiale;
- b. demander à l'organisation du monde du travail compétente de proposer au SEFRI des modifications de l'ordonnance, pour autant que les développements constatés requièrent une adaptation de cette dernière;

- c. proposer à l'organisation du monde du travail compétente de modifier le plan de formation, pour autant que les développements constatés requièrent une adaptation de ce dernier;
- d. prendre position sur les instruments de validation des acquis de l'expérience;
- e. prendre position sur les instruments servant à promouvoir la qualité de la formation professionnelle initiale, en particulier sur les dispositions d'exécution relatives aux procédures de qualification.

## II

La présente ordonnance entre en vigueur le ....

Date

Secrétariat d'Etat à la formation,  
à la recherche et à l'innovation SEFRI

Josef Widmer  
Directeur suppléant

PROJET